



  
Evaluation  
Finale

# 1. INTRODUCTION

L'écorégion ouest-africaine abrite des sites riches en biodiversité mais sensibles, qui offrent de nombreux services écosystémiques. La découverte d'importantes réserves d'hydrocarbures au large des côtes ouest-africaines, notamment au Sénégal et en Mauritanie, et les explorations en cours en Guinée-Bissau et en Sierra Leone, offrent de nouvelles opportunités de développement pour les pays concernés.

Cependant, l'exploration et l'exploitation de ces ressources en mer peuvent constituer une source de menaces additionnelles sur les écosystèmes marins et côtiers, ainsi que pour les activités socio-économiques des communautés locales. De ce fait, la protection de l'environnement marin et côtier et la conservation de la biodiversité deviennent des enjeux majeurs pour ces pays. C'est dans ce contexte que le projet COBIA<sup>1</sup> a été lancé pour anticiper les impacts environnementaux des activités pétrolières et gazières offshore. Il s'agit d'un projet multi-acteurs visant à accompagner la gestion durable de ces activités.

## LES OBJECTIFS SONT :

De manière globale, le projet COBIA vise à améliorer la gestion des risques environnementaux liés aux activités pétrolières et gazières offshore en Afrique de l'Ouest. De façon spécifique, il contribue à :

- Améliorer les connaissances scientifiques sur l'état du milieu marin et sur les zones vulnérables ;
- Renforcer l'implication des communautés locales dans le dispositif de veille et d'alerte ;
- Mobiliser et sensibiliser les acteurs publics et privés concernés par les enjeux des activités pétrolières et gazières ;
- Développer ou renforcer les plans nationaux de réponse au déversement des hydrocarbures ;
- Ratifier et domestiquer le protocole sur les normes et standards environnementaux applicables en matière d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières offshore ;
- Enclencher une dynamique de partenariat national et sous-régional pour la gestion durable des ressources pétrolières et gazières.

## BUDGET TOTAL DU PLAN D'ACTION

€ 3,250,000

## BUDGET PAR STRATEGIE

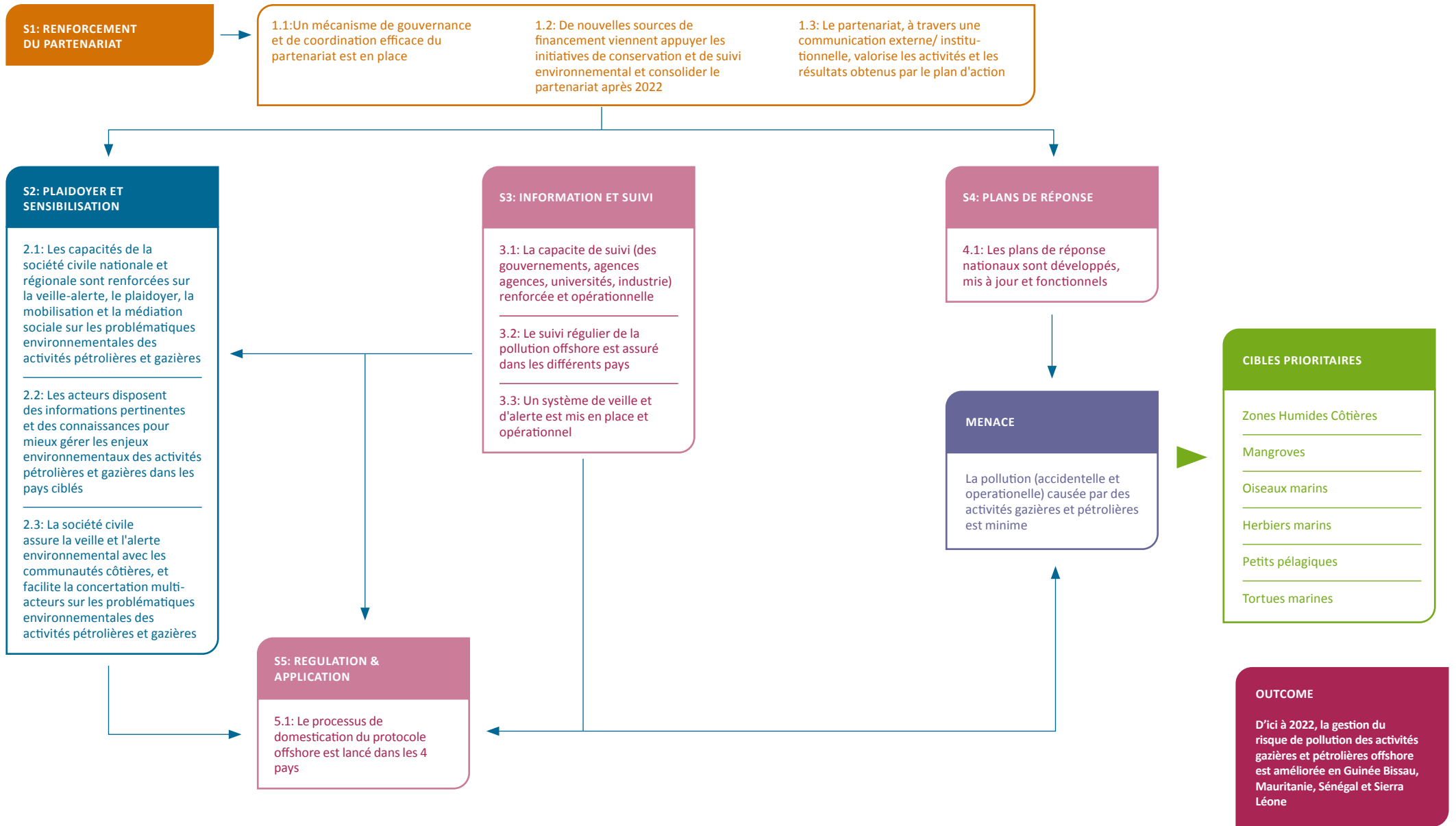
- Renforcement Partenariat 3.5%
- Amélioration des connaissances et des capacités pour une mobilisation citoyenne et un engagement des décideurs 29.6%
- Système d'information et de suivi des pollutions 23.5%
- Préparation et mise à jour des plans d'intervention d'urgence nationaux 23.1%
- Renforcement et mise en œuvre de la réglementation 20.3%



## LES PARTENAIRES



<sup>1</sup> COBIA : Conservation of Offshore Biodiversity in Africa



## 2. ACTIVITÉS ET PROGRÈS

---

La mise en œuvre de l'OAP a renforcé la collaboration et la mobilisation des parties prenantes grâce à une approche novatrice, participative, inclusive et interactive. En effet, le processus inclusif et participatif de désignation des institutions de coordination nationale a été déterminant dans la dynamique du partenariat. L'élaboration des outils de plaidoyer, de sensibilisation, de communication et de formation spécifiques à la gestion environnementale du pétrole et du gaz est une innovation dans la sous-région et a contribué à une prise de conscience des acteurs.

De même, des comités locaux de veille et d'alerte ont été mis en place dans les pays. Ils assureront un contrôle citoyen au niveau des zones d'impacts des opérations et serviront de relais à l'administration en cas d'incident.

Enfin, soulignons le caractère innovant du plan POLMAR-TERRE<sup>2</sup> au Sénégal, qui permet de prendre en charge la pollution marine par déversement accidentel d'hydrocarbures impactant la zone côtière.

### STRATÉGIE 1 : RENFORCEMENT DU PARTENARIAT

Cette stratégie vise à renforcer la collaboration et les synergies entre les parties prenantes des différents pays et la mobilisation des ressources à travers :

- La mise en place d'un cadre national et régional d'animation et de coordination ;
- La mobilisation de fonds additionnels ;
- L'échange et le partage d'expériences entre acteurs ;
- La poursuite, la capitalisation des activités et la pérennisation des acquis du COBIA.

### STRATÉGIE 2 : AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES ET DES CAPACITÉS POUR UNE MOBILISATION CITOYENNE

Il s'agit de sensibiliser et de former les organisations de la société civile (OSC), les communautés côtières et les élus locaux sur la problématique et les enjeux de la gestion environnementale des activités pétrolières et gazières offshore dans les pays cibles par :

- La mise en place de comités de veille et d'alerte dans les sites sensibles ;
- Le renforcement des capacités et des connaissances des acteurs (formation diplômante, continue, en ligne...) ;
- La production d'outils de plaidoyer, de communication et de sensibilisation.

<sup>2</sup> POLMAR TERRE : Plan national de prévention et de lutte contre la pollution marine par hydrocarbures impactant les emprises terrestres.

### STRATÉGIE 3 : SYSTÈME D'INFORMATIONS ET SUIVI DES POLLUTIONS

Dans cette stratégie, il est question d'améliorer les connaissances scientifiques sur l'environnement marin et côtier en mettant l'accent sur les zones vulnérables à travers :

- Le renforcement des compétences des institutions de recherche en charge du suivi environnemental ;
- Le renforcement des capacités de la société civile, des communautés côtières, des secteurs privé et public ;
- La mise en place de systèmes de suivi de la pollution ;
- L'opérationnalisation de systèmes de veille et d'alerte environnementaux.

### STRATÉGIE 4 : PRÉPARATION ET MISE À JOUR DES PLANS D'INTERVENTION D'URGENCE NATIONAUX

Elle vise l'actualisation et/ou l'élaboration à l'échelle nationale de plan de réponses en cas de pollution par accident majeur à travers :

- L'élaboration du plan POLMAR-TERRE pour le Sénégal ;
- L'élaboration du Plan national d'intervention d'urgence (PNIU) en Guinée-Bissau en cas de pollution par les hydrocarbures ;
- L'étude diagnostique de l'opérationnalisation des plans POLMAR<sup>3</sup> en Mauritanie et en Sierra Leone.

### STRATÉGIE 5 : RENFORCEMENT ET MISE EN ŒUVRE DE LA RÉGLEMENTATION

Cette stratégie a pour but de renforcer les cadres juridiques pour une meilleure prise en charge de la gestion environnementale des questions pétrolières et gazières à travers :

- La ratification du protocole additionnel de la convention d'Abidjan relatif aux normes et standards environnementaux applicables en matière d'exploration et d'exploitation pétrolière et gazière offshore ;
- La domestication du protocole additionnel de la convention d'Abidjan à travers l'adoption de textes réglementaires au niveau des États.

<sup>3</sup> POLMAR : Plan national de prévention et de lutte contre la pollution marine par hydrocarbures

## LEÇONS APPRISSES

L'OAP 4 / COBIA a été une opportunité de collaboration sous-régionale des parties prenantes autour de la gestion durable des activités pétrolières et gazières. La mise en œuvre de COBIA a permis de tirer plusieurs enseignements parmi lesquels on peut retenir :

1. La mise en place du cadre de partenariat a permis une dynamique de collaboration, d'échange et de partage d'expériences entre les acteurs ;
2. La production et la vulgarisation d'outils de communication, de sensibilisation et de plaidoyer au niveau régional et national ont contribué à la prise de conscience des acteurs ;
3. La formation (diplômante, continue, en ligne) a favorisé la création d'une masse critique de personnes-ressources sur les problématiques de la gestion environnementale des activités pétrolières et gazières ;
4. Le suivi environnemental nécessite des moyens techniques et financiers plus importants et doit prendre en charge autant la zone offshore que le littoral ;
5. La ratification et la domestication du protocole additionnel sont des processus complexes qui ne relèvent pas exclusivement des acteurs techniques de COBIA. Elles nécessitent l'implication d'autres institutions nationales (ministères, parlement) ;
6. La mise en place d'un groupe de travail régional nécessite un ancrage institutionnel au niveau des pays, une synergie régionale et des moyens financiers conséquents.

### 3. RÉSULTATS ET IMPACTS

---

La mise en œuvre du projet COBIA a permis d'atteindre plusieurs résultats clés.

Dans le domaine des systèmes opérationnels de suivi de la pollution marine, un manuel de procédures harmonisées a été élaboré incluant le suivi des polluants et les échouages de tortues et mammifères marins.

Les connaissances sur les enjeux environnementaux du pétrole et du gaz ont été améliorées grâce à la synergie entre les instituts de recherche et de formation. Une série de formations (diplômantes, continues, en ligne) a été réalisée à travers les masters GAED, GIDEL, et la création d'un MOOC<sup>4</sup>.

De même, le renforcement de capacités des acteurs locaux a été amélioré et a permis de mettre en place des comités citoyens de veille et d'alerte opérationnels dans les quatre pays du projet.

Le dispositif de réponses d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures a été renforcé au niveau de la sous-région. La Mauritanie et la Sierra Léone ont actualisé leur plan d'urgence. Le Sénégal a élargi son plan POLMAR à la frange côtière. Enfin, la Guinée-Bissau est en train de finaliser son Plan national d'interventions d'urgence (PNIU).

La levée de fonds a permis de mobiliser des financements afin de poursuivre les activités de COBIA et consolider le partenariat (MAVA, GRID ARENDAL, WACA<sup>5</sup>). Par ailleurs, d'autres initiatives sont en cours pour le financement des activités complémentaires dans les pays (SECOMA<sup>6</sup> et PREMAC<sup>7</sup>).

En sus des résultats déjà obtenus, d'autres sont attendus au-delà de la fin de la phase 2 du COBIA. Il s'agit, entre autres, de la ratification des protocoles additionnels à la Convention d'Abidjan par les pays autres que la Sierra Léone, et de l'opérationnalisation du plan de réponses d'urgence en Guinée-Bissau.

<sup>4</sup> MOOC : Massive Open Online Courses (en français : Cours en ligne ouvert et massif).

<sup>5</sup> Programme de gestion du littoral Ouest African

<sup>6</sup> Projet de Suivi de l'Environnement Côtier et Marin en Mauritanie

<sup>7</sup> Programme de Recherche sur l'Environnement Marin et Côtier du Sénégal

## ÉTUDE DE CAS 1 : PROTOCOLE DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL DES MILIEUX MARINS ET CÔTIERS

L'expérience de la Mauritanie sur le suivi du milieu marin et côtier en rapport avec les activités pétrolières et gazières, pilotée par les institutions de recherche nationales, notamment l'IMROP et l'ONISPA<sup>8</sup>, a été capitalisée et répliquée au niveau sous-régional dans le cadre de COBIA. À cet effet, l'IMROP a élaboré et partagé un manuel de procédures sur le suivi environnemental portant sur l'analyse des polluants et le suivi des échouages de tortues et mammifères marins le long du littoral.

Un protocole d'harmonisation du suivi environnemental a été initié entre les différents centres de recherche (IMROP<sup>9</sup>, CRODT<sup>10</sup>, CIPA<sup>11</sup>, IMBO<sup>12</sup>), en plus des visites d'échange des chercheurs et techniciens (CRODT et CIPA). À la suite des visites d'échange, le CRODT a mis en place un système de suivi environnemental opérationnel.



Collecte d'échantillons de sédiments et relevés de paramètres environnementaux et de la transparence de l'eau au niveau de la Grande côte, au large de Lompoul-Sénégal

<sup>8</sup> Office National d'Inspection Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture (Mauritanie)

<sup>9</sup> Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêches (Mauritanie)

<sup>10</sup> Centre de recherches océanographiques Dakar-Thiaroye (Sénégal)

<sup>11</sup> Centro de Investigação Pesqueira Aplicada (Guiné-Bissau)

<sup>12</sup> Institute of Marine Biology and Oceanography (Sierra Leone)

## ÉTUDE DE CAS 2 : RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ET DES EXPERTISES

Le renforcement des compétences a permis le développement d'une masse critique d'expertise sur les enjeux environnementaux des activités pétrolières et gazières. Cela s'est matérialisé dans le Master GIDEL<sup>13</sup> par l'introduction de 12 modules dans le parcours classique et la création d'une filière professionnalisante sur la gestion du pétrole et du gaz.

Au total, 45 mémoires de master ont été rédigés, dont 32 au GAED<sup>14</sup> et 13 au GIDEL, avec un retour positif sur l'insertion professionnelle des diplômés dans les administrations (publiques et privées) et leur engagement dans les organisations de la société civile.

Dans le cadre de la formation continue, 1777 personnes ont participé aux trois sessions du MOOC portant sur la gestion environnementale des activités pétrolières et gazières<sup>15</sup>.

Environ un millier de participants ont été mobilisés dans le cadre d'activités de partage d'informations et d'expériences telles que les séminaires nationaux/internationaux (journées scientifiques<sup>16</sup>, tables rondes<sup>17</sup>) et les visites de terrain auprès des communautés côtières.



Site d'exploitation de gaz à Ngadiaga (Thiès-Sénégal) : étudiants à la rencontre d'ingénieurs pour comprendre le processus d'exploitation du gaz.

<sup>13</sup> GIDEL : Gestion intégrée et développement durable du littoral ouest-africain (université Cheikh Anta Diop).

<sup>14</sup> GAED : Gestion des activités extractives et développement durable (université de Nouakchott et université Gaston Berger de Saint Louis).

<sup>15</sup> Sortie pédagogique organisée par le master GIDEL à Ngadiaga, site d'exploitation de gaz situé dans le département de Thiès. 15 octobre 2019

<sup>16</sup> 4<sup>e</sup> édition des Journées scientifiques du littoral organisées par le Master Chaire Unesco GIDEL sur « Exploitation pétrolière et gazière : quels enjeux pour le Sénégal et les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ? » (3 au 5 Novembre 2020, université Cheikh Anta Diop, Dakar).

<sup>17</sup> Tables-rondes organisées par le Master Chaire Unesco GIDEL sur « Hydrocarbures et développement durable/soutenable » (4 et 5 octobre 2022, université Cheikh Anta Diop, Dakar).

### LES PRINCIPAUX IMPACTS

Les 5 stratégies mises en œuvre par le projet COBIA dans les quatre pays cibles ont eu pour principaux impacts :

1. La production de données scientifiques a permis d'améliorer les connaissances sur les zones vulnérables et sensibles du milieu marin et côtier.
2. Le renforcement des capacités des institutions de recherche a permis la mise en place d'un système de suivi environnemental marin et côtier.
3. L'engagement de la société civile et des communautés locales a favorisé la mise en place et l'opérationnalisation des comités de veille et d'alerte dans les zones d'exploitation du pétrole et du gaz (Kayar, Saint-louis, Sangomar) et leur intégration dans les dispositifs locaux de suivi et de gouvernance.
4. Les données de référence sur le milieu marin produites par le CRODT ont été capitalisées dans la réalisation de la cartographie de vulnérabilité du littoral sénégalais face à une pollution marine par déversement d'hydrocarbures.
5. L'engagement de nouveaux partenaires (WACA, Grid Arendal) pour cofinancer le projet garantit la poursuite de certaines activités du projet.
6. La capitalisation des expériences réussies entre pays, notamment entre les acteurs de la société civile et les institutions de recherche océanographique, a permis de reproduire efficacement les bonnes pratiques.

## 4. QUELLE SERA LA SUITE

---

COBIA a enregistré plusieurs réussites désormais acquises, toutefois de nombreux défis restent à relever. Pour relever ces défis, il est essentiel d'élargir le partenariat au niveau national et régional et de les considérer en priorité pour la suite de COBIA. Il s'agit, entre autres, de continuer à construire et à dynamiser le partenariat au niveau national et régional.

Par ailleurs, il faut continuer le renforcement de la formation et de la recherche scientifique, l'acquisition d'équipements, l'harmonisation du protocole de suivi environnemental au niveau régional, et le développement de plans nationaux d'intervention d'urgence au niveau de la zone côtière. Pour la formation, il s'agit de maintenir la dynamique de renforcement des capacités en s'appuyant sur l'expertise et la production de connaissances.

Sur le plan juridique, il convient de poursuivre le processus de ratification et de domestication du Protocole additionnel de la Convention d'Abidjan sur les normes et standards environnementaux applicables en matières d'exploration et d'exploitation pétrolières et gazières offshore. Enfin, il faudra finaliser les plans nationaux d'intervention d'urgence et les élargir à la zone côtière.

S'agissant du plaidoyer et de la sensibilisation, il est important de mobiliser les différents acteurs pour la création d'une coalition d'OSC, et d'opérationnaliser les comités de veille et d'alerte. Enfin, la mobilisation des fonds pour la suite de COBIA reste fondamentale.

*“ Le projet COBIA est le berceau des initiatives de conservation du milieu marin et côtier dans le contexte d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures pétrolières et gazières ”*

Dr Saliou FAYE - Centre de recherches océanographiques Dakar-Thiaroye (CRODT)

*“ Les connaissances scientifiques doivent être un outil essentiel d'aide à la décision si nos décideurs souhaitent préserver sereinement nos écosystèmes face à cette menace additionnelle ”*

Dr WAGNE - Institut mauritanien de recherches océanographiques et de pêches (IMROP)

